

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
<https://x.com/PRCommunistes>

23/10/2025

Contre les plans coloniaux, la Résistance palestinienne est toujours debout !

Du côté de la répression

La police britannique a procédé à l'arrestation de la docteure Rahma Al-Adwan après qu'elle a publié sur son compte Facebook un message relatif à propos du « Déluge d'Al-Aqsa ». Dans ce message, elle écrivait : « *Le 7 octobre marque le jour où Israël a été humilié. Sa prétendue supériorité a été brisée par des enfants expulsés de leur foyer, qui ont été témoins de l'exécution de leurs proches par des étrangers, de la spoliation de leurs terres et de l'installation de ces derniers sur leur sol volé.* ».

La ligne rouge, au Royaume Uni comme en France, est toujours la même : la compassion, qui maintient les Palestiniens comme victimes, est acceptée ; la dénonciation des crimes de l'État colonial sioniste, surtout s'il est appelé « Israël » est tolérée. Mais la dénonciation réelle de la situation coloniale et la caractérisation des combattants comme Résistants luttant pour leur libération nationale sont interdites.

Le 2 décembre aura lieu le procès en appel de Jean-Paul Delescaut, secrétaire-général de l'UD CGT du Nord, accusé d'apologie du terrorisme pour avoir simplement dénoncé la responsabilité écrasante de l'État colonial sioniste dans cette même riposte du 7 octobre 2023. Un rassemblement de soutien sera organisé.

La répression qui se poursuit n'est pas une preuve de force des pouvoirs impérialistes occidentaux, mais le signe de leur volonté de voir éteinte ou en tout cas amoindrie la volonté des travailleurs et des peuples de voir la Palestine enfin libre.

Du côté du plan de reddition de Trump

Jared Kushner, le gendre de Trump est une des personnes missionnées pour négocier et mettre en place le plan de maintien de la colonisation promu par le président US. Il semble s'occuper, en qualité de promoteur, du volet « reconstruction ». Lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, celui-ci a confirmé que la reconstruction débiterait uniquement dans les zones de Gaza sous contrôle de l'entité coloniale sioniste, précisant qu'*« aucun fonds de reconstruction ne serait versé dans les zones encore sous contrôle du Hamas »*. Il a décrit les plans d'une « nouvelle Gaza », construite et sécurisée par une force internationale afin d'offrir aux Palestiniens « *un endroit où aller, un endroit où trouver du travail et un lieu de vie* ». Ces projets seront examinés par le président Trump et le pseudo « Conseil pour la paix » avant leur mise en œuvre.

Donc, ni le retrait des forces d'occupation, ni la perspective d'un État palestinien ne sont évoqués, ce qui ne surprendra que les naïfs qui ont cru ou fait semblant de croire à la paix coloniale des Macron, Trump et compagnie.

Il n'est pas question non plus que les sionistes paient les réparations, ni manifestement leur mentor US. Kushner a annoncé que l'argent de la reconstruction viendrait de l'UE et des pays réactionnaires arabes. Cela confirme, s'il le fallait, que le plan Trump est en réalité un nettoyage ethnique planifié.

La situation à Gaza

L'armée d'occupation sioniste envoie des messages aux citoyens de Gaza vivant au-delà de la Ligne jaune : « Bonjour, chers habitants de Beit Hanoun ! Beit Hanoun est encore loin de ce qu'elle était avant la guerre. Si vous souhaitez améliorer votre avenir, contactez-moi. » Ce message vise à attirer les habitants de Beit Hanoun dans la zone contrôlée par l'armée d'occupation, sous prétexte de les protéger, afin d'encourager la collaboration. L'ONG humanitaire « Programme Alimentaire Mondial » a annoncé lors d'une conférence de presse que les pillages de l'aide humanitaire ont cessé depuis que le Hamas a repris le contrôle de Gaza. : Alors que la Résistance a rétabli son contrôle sécuritaire à Gaza, AbeerEtefa, porte-parole du PAM, a déclaré aux journalistes :

« *Nous n'observons aucun pillage de la part des groupes armés sur le terrain qui avaient [précédemment] participé à des pillages.* ». Elle a ajouté que la population est désormais confiante de recevoir de la nourriture si elle patiente, et que les convois se déplacent « *de manière organisée et digne* ». Avant le cessez-le-feu, les gangs soutenus par Israël s'étaient livrés au pillage de camions d'aide, notamment près du point de passage de Kerem Shalom. Depuis, la Résistance a mis ces bandits au service de l'État colonial sioniste hors d'état de nuire.

La propagande sioniste et ses nombreux relais ont d'ailleurs tenté de faire croire à des conflits inter-palestiniens. En réalité, on sait que ces gangs sont liés à DAESH, que les sionistes ont toujours protégé et utilisé, quand ils ne soignaient pas leurs blessés lors de l'invasion impérialiste de la Syrie, dans les années 2010. Avigdor Lieberman, politicien de l'entité sioniste, ancien ministre, aujourd'hui dans l'opposition, peu suspect de sympathie envers les Palestiniens avait dénoncé il y a plusieurs mois le fait que Netanyahu recrutait des mercenaires de DAESH pour faire le sale boulot à la place des militaires. Récemment, Haaretz a fait une série d'articles dénonçant cette situation et dénonçant Netanyahu qui avait répondu à Lieberman : « *Qu'est-ce qui ne va pas avec ça ?* », assumant pleinement ces recrutements.

On peut donc dire que les gens qui utilisent les exécutions des collaborateurs par la Résistance pour la discréditer disent essentiellement qu'ils soutiennent Daesh.

Du côté du droit international

La Cour Internationale de Justice a rendu le 22 octobre un avis consultatif à propos des obligations d'Israël concernant la présence et les activités des Nations Unies, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans et en relation avec le territoire palestinien occupé.

Elle a seulement rappelé les obligations que l'État colonial sioniste ne respecte pas alors qu'il le devrait selon le sacro-saint droit international au tour de l'humanitaire. En particulier l'avis indique : « *Pendant 10 semaines, Israël n'a mis en place aucun système alternatif pour remplacer les services vitaux de l'UNRWA. C'est un abandon total de ses responsabilités envers les civils de Gaza.* ». Notons, à ce sujet, que cela évite à la CIJ de mentionner l'organisation à qui USA et entité sioniste avait délégué le rôle humanitaire, composée de mercenaires qui, avec l'aide des gangs de DAESH et des soldats sionistes d'occupation, profitaient de ces distributions alimentaires pour tuer nombre de Palestiniens.

La Cour rappelle ensuite « *obligation qui incombe à Israël de ne pas utiliser la famine comme méthode de guerre* » et que l'État colonial sioniste « *ne peut pas limiter la présence de l'ONU ou d'autres entités dans les territoires occupés, au point de créer des conditions d'existence qui forcerait la population à partir.* ».

La députée européenne Rima Hassan commente cet avis de manière fort positive. Elle indique : « *La Cour internationale rappelle des évidences juridiques : Israël est une puissance occupante, l'UNRWA est indispensable, le droit international est du côté des civils palestiniens.* » et : « *Il s'agit d'une alerte claire contre le nettoyage ethnique qu'Israël commet dans ces territoires.* », toutes choses suivies de l'inévitable appel à la « communauté internationale » à faire respecter ce droit mythique.

En réalité, la CIJ, dont on attend toujours la caractérisation définitive du génocide, s'en tire à peu de frais en révélant, effectivement des évidences qu'elle pourrait difficilement nier, mais n'ayant pas de portée. Le seul aspect intéressant et nouveau de cet avis est que la Cour y dit : « *Il n'existe aucune preuve que l'agence a manqué au principe d'impartialité ou de neutralité, contrairement aux affirmations d'Israël. Israël n'a pas prouvé qu'une part significative des employés de l'UNRWA serait affiliée au Hamas ou à des groupes armés et ne peut donc pas utiliser ce mensonge pour couper l'aide à une population assiégée.* ». On peut seulement regretter que la Cour n'en profite pas pour taper un peu plus fort sur les mensonges répétés et continus des sionistes, qui sont de notoriété publique.

En conclusion

Nous sommes toujours en attente, le cessez-le-feu est précaire, l'alimentation revient en partie à Gaza, malgré les blocages continus des sionistes au point de passage, la Résistance montre sa présence et sa force, les forces d'occupation sont toujours présentes et les investisseurs se réjouissent à l'idée de la reconstruction.

Le plus important est de rappeler que ce cessez-le-feu est une victoire de la Résistance et du peuple palestinien. La situation de la Palestine, aujourd'hui, malgré les massacres, malgré le fait qu'ils peuvent reprendre est bien plus porteuse d'espoir que ne le croient en général les commentateurs, y compris les sympathisants de la cause palestinienne. Comme le dit Georges Abdallah : « *Il ne faut pas se tromper sur l'évaluation de la situation, nous sommes en train de gagner.* ». Le cessez-le-feu est une victoire de la Résistance palestinienne et de l'opiniâtreté de ce peuple martyr. Les conditions de l'après sont à discuter, le refus par la Résistance de tout gouvernement non palestinien, du désarmement et le maintien de l'exigence de retrait total de l'armée d'occupation sont des points d'appui.

Le peuple palestinien ne peut compter que sur lui-même, sa Résistance, et l'immense solidarité internationale. L'Etat colonial sioniste est désormais au ban des nations. Il a, pour le moment échoué à terminer le génocide et à vaincre la Résistance armée. La solidarité internationale doit maintenant se poursuivre et s'amplifier. Soyons bien convaincus que si l'impérialisme doit reculer en Palestine, ce sera un atout de plus pour le faire reculer en France et partout ailleurs !

Afin d'aider à la libération nationale de la Palestine, il faut, plus que jamais, des actions et un discours clair, anticolonialiste, anti-impérialiste, antisioniste, dénonçant les acteurs, les complices de la colonisation de substitution mise en œuvre en Palestine. Il n'est pas possible de soutenir la lutte pour une Palestine libre sans soutenir la Résistance armée, dans toutes ses composantes et dans toutes ses actions ; sans réclamer la fin de l'entité coloniale d'apartheid, car son existence empêche une véritable paix.

Nous avons plus que jamais besoin de construire un rassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ».